

## FRACTURES FRANÇAISES 2021

# La résilience du clivage droite-gauche

Notre enquête sur les fractures françaises montre que le fossé idéologique entre ces deux familles politiques se creuse, notamment sur les questions de société

On le croyait disparu, englouti par les stratégies populistes et le dépassement des partis dont toutes les familles politiques se réclament depuis près de dix ans et qui fut l'une des promesses de l'élection d'Emmanuel Macron en 2017. Mais, à sept mois de l'échéance présidentielle de 2022, le clivage idéologique entre la droite et la gauche reprend des couleurs. C'est l'un des principaux enseignements de l'enquête annuelle «Fractures françaises», réalisée depuis 2013 pour *Le Monde* par Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Centre d'études de la vie politique française (Cevipof), la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne.

Après un an et demi de pandémie due au coronavirus, les Français se réintéressent à la confrontation des différentes visions de la société face à une crise globale – sanitaire, économique et sociale – sans précédent. Et, si les notions de gauche et de droite restent toujours perçues comme dépassées, cette opinion est beaucoup moins partagée que lors de la précédente enquête : ils sont 62 % à y adhérer contre 71 % en 2020. À l'inverse, les notions de droite et de gauche sont toujours valables pour 38 % des personnes interrogées (29 % en 2020). Ce résultat est au plus haut depuis cinq ans.

Par ailleurs, les deux tiers des sondés estiment que de réelles différences persistent entre la gauche et la droite. A titre de compa-

raison, ils n'étaient que 45 % à le penser en 2019 et 63 % en 2020. «*Le maximum de la polarisation entre peuple et élite qui écrasait le clivage entre la droite et la gauche est dépassé. Le moment est moins populiste qu'auparavant*», explique Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos France. Selon lui la différenciation entre la droite et la gauche reste encore «*active et importante*» chez les Français. Ces résultats sont, finalement, la confirmation de ce que l'on a pu observer lors des élections municipales de 2020 et surtout lors des régionales de 2021 où les «vieux» partis (Les Républicains, LR, et le Parti socialiste, PS) ont montré leur implantation.

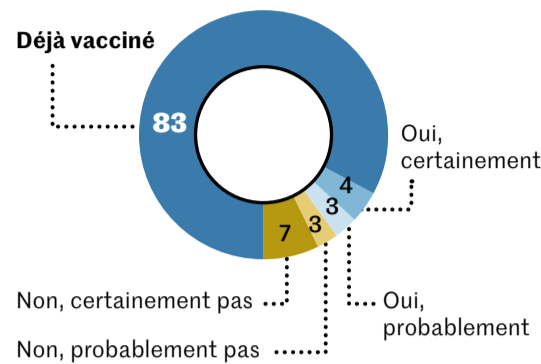
## PERCEPTION DE L'IMMIGRATION

Sans réelle surprise, le rejet du clivage droite-gauche est le plus important parmi les sympathisants du Rassemblement national (RN, ex-Front national) : ils sont 68 % (contre 62 % en 2020) à le penser, en conformité avec l'axe stratégique de Marine Le Pen de se définir comme n'étant «*ni de droite ni de gauche*». De la même manière, les électeurs écologistes estiment à 65 % que les notions de droite et gauche sont dépassées. Un sentiment en conformité avec le message d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). Le parti au tournesol entend, en effet, placer l'écologie politique comme «*nouveau paradigme*» et fait de la défense de l'environnement la nouvelle frontière idéologique.

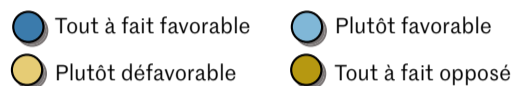
Mais cette évolution est encore plus impressionnante parmi les

## Vaccin et passe sanitaire

Dans les semaines à venir, vous ferez-vous vacciner contre le Covid-19 ? en %



Pour chacune des mesures suivantes concernant la situation sanitaire, diriez-vous que vous y êtes favorable ou opposé ? en %



L'obligation, à partir du 15 septembre, de la vaccination pour tous les professionnels de santé et bénévoles travaillant en contact avec des personnes âgées ou fragiles



La mise en place des campagnes de vaccination visant spécifiquement les collégiens, lycéens et étudiants à la rentrée scolaire



Le fait que les tests PCR deviennent payants à l'automne, sauf en cas de prescription médicale



La mise en place du passe sanitaire prouvant qu'une personne a été vaccinée ou a eu un test négatif récent pour entrer dans un lieu



Infographie : Le Monde

sympathisants de La République en marche (LRM) : cette année, ils sont 64 % à rejeter le clivage entre la droite et la gauche. Un chiffre en baisse de 24 points par rapport à 2020. Cela peut paraître contre-intuitif : depuis 2017, la promesse politique d'Emmanuel Macron est de conduire un projet politique et de droite et de gauche – le fameux «*en même temps*» –, se plaçant au-dessus des clivages traditionnels. Les résultats de l'enquête le confirment, c'est un électoral hybride, qui marche sur deux jambes : à gauche socialement, plus à droite économiquement.

Les données de 2021 montrent aussi que la différence entre la droite et la gauche se joue notamment sur les enjeux sociétaux. Il en va ainsi des questions sur la

perception de l'immigration dans le pays, mais également sur l'image que les personnes interrogées ont de l'islam. Ainsi, concernant l'affirmation «*on se sent autant chez soi aujourd'hui qu'avant*», la différence est très nette. Ils sont respectivement 58 % à le penser parmi les électeurs communistes et «*insoumis*», 61 % chez EELV. L'électorat socialiste est, quant à lui, divisé : 45 % d'entre eux partagent cette opinion (contre 64 % en 2020, soit une chute de près de 20 points). Au contraire, seulement 29 % des personnes proches de LR et 11 % des sympathisants frontistes partagent cette affirmation. Comme sur plusieurs thèmes sociétaux, il faut souligner le cas des électeurs macronistes qui se rapprochent

## SUR PLUSIEURS THÈMES SOCIÉTAUX, IL FAUT SOULIGNER LE CAS DES ÉLECTEURS MACRONISTES QUI SE RAPPROCHENT DES PARTIS LES PLUS À GAUCHE

des partis les plus à gauche : 56 % d'entre eux estiment que l'on se sent autant chez soi qu'avant.

des partis les plus à gauche : 56 % d'entre eux estiment que l'on se sent autant chez soi qu'avant.

## JUSTICE SOCIALE

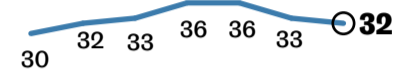
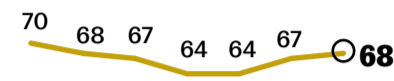
Autre élément montrant que ces questions comptent parmi les plus effectives pour séparer la droite et la gauche : l'attitude vis-à-vis des étrangers. Ainsi, 85 % des sympathisants du parti Les Républicains et 95 % des lepenistes estiment qu'«*il y a trop d'étrangers en France*». Seulement 42 % des écologistes, 45 % des «*insoumis*» et communistes, 47 % des macronistes partagent cette opinion. Une nouvelle fois, les socialistes montrent une division nette sur ce thème, avec 50 % des personnes interrogées trouvant que les étrangers sont trop nombreux.

## Défiance politique et clivage gauche-droite

De manière générale, diriez-vous que ... ? en %

... le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible

... d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie



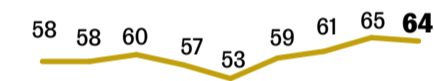
Avril 16 Nov. 16 17 18 19 20 2021

## Mondialisation

Avec laquelle des deux affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ? en %

La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui

La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui

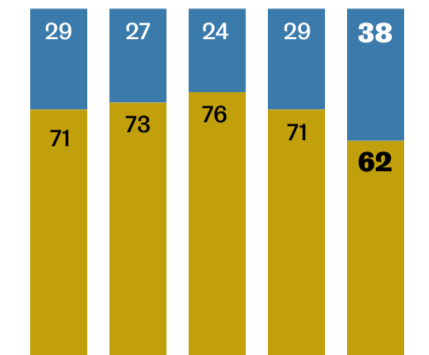


2013 14 15 16 17 18 19 20 2021

Avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord ? en %

Les notions de droite et de gauche sont dépassées

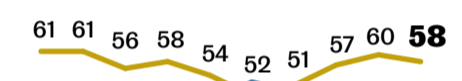
Les notions de droite et de gauche sont toujours valables pour comprendre les prises de position des partis et des hommes politiques



2017 2018 2019 2020 2021

La mondialisation est une menace pour la France

La mondialisation est une opportunité pour la France



2013 14 15 Avril 16 Déc. 16 17 18 19 20 2021

# L'environnement s'impose comme un enjeu majeur

88 % des personnes interrogées estiment que le changement climatique est une réalité, et 68 % pensent qu'il est provoqué par l'homme

L'environnement s'installe comme un enjeu majeur.

Tel est, en cette pré-campagne présidentielle, l'un des enseignements principaux de la neuvième vague de l'enquête annuelle «Fractures françaises». Interrogés à choisir, parmi neuf propositions différentes, l'enjeu qui les préoccupe le plus à titre personnel, les Français placent l'environnement dans le tiercé de tête (41 %), 1 point derrière la délinquance, 5 points derrière l'avenir du système social mais 7 points devant l'immigration. Plus encore, lorsque cette même question est posée en ajoutant dans la liste des propositions l'épidémie de Covid-19, on mesure l'intensité de la préoccupation environnementale : elle n'est en effet quasiment pas affectée par ce réa-

gement des priorités et devient alors le deuxième enjeu, juste derrière le Covid-19, alors que la délinquance perd 9 points.

Cette situation nouvelle, si on la compare à celle qui prévalait à la même période en 2016, s'explique par la conjonction de deux éléments. Le premier est la conscience de la réalité de la situation. Après le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat publié le 9 août et un été marqué par des événements extrêmes, ce consensus est massif sur l'existence du changement climatique (88 %) mais il est aussi notable sur ses causes : 68 % des Français estiment qu'il est «*principalement dû à l'activité humaine*» contre 18 % «*principalement dû à*

un phénomène naturel». Le second élément est le sentiment d'urgence : les Français sont disponibles pour une action en profondeur, notamment sur leur mode de vie. Ils sont 55 % à considérer que c'est la voie pour lutter contre le changement climatique contre 21 % qui privilégient le progrès technique et les innovations scientifiques. Ils sont même 82 % (5 points de plus qu'en 2020) à approuver l'idée qu'il faut «*que le gouvernement prenne des mesures rapides et énergiques*», quitte à «*modifier en profondeur leur mode de vie*».

Et pourtant, rien n'est acquis. En premier lieu pour la campagne elle-même car nul ne peut dire quelle place réelle l'environnement occupera : il s'agit en effet

d'une priorité concurrencée. Si l'on regarde la moyenne des Français, aucune priorité n'écrase les autres ; mais, si l'on regarde les priorités par électoral, on voit que l'environnement occupe la première ou la deuxième place chez les sympathisants d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), de La France insoumise (LFI), du Parti socialiste (PS) et de La République en marche (LRM) mais la sixième place seulement chez les sympathisants Les Républicains (LR) (31 points derrière la délinquance) et du Rassemblement national (RN) (49 points derrière l'immigration). Autrement dit, la bataille pour imposer un enjeu à l'agenda politique et médiatique est plus que jamais ouverte. Rien n'est acquis en deuxième lieu

après l'élection car, pour passer du discours à la pratique. Si le changement devait en effet signifier «*des sacrifices financiers pour les entreprises et les Français*», on voit que 45 % des retraités s'y opposeraient – ce n'est pas rien.

## Écologistes «en second lieu»

Rien n'est acquis en troisième lieu car, au-delà des clivages traditionnels sur cette question – une moindre sensibilité relative de la droite et de l'extrême droite – on voit que l'identification à l'écologie reste faible. Interrogés sur le terme qui les qualifie le mieux, les Français ne sont en effet que 7 % à répondre «*écologiste*», loin derrière «*un homme ou une femme du peuple*» (28 %), «*de droite*» (19 %), «*de gauche*» (14 %) ou «*cen-*

triste» (10 %). Pour être plus précis, l'écologie reste une identification de complément : les Français sont en quelque sorte des écologistes «*en second lieu*».

Dans ce moment politique marqué par une préoccupation environnementale intense mais concurrencée et par une identification à l'écologie de complément, tout va dépendre en définitive de la capacité des acteurs à installer la question climatique au cœur de la campagne en proposant une vision de la société ou des mesures concrètes. Jamais en tout cas la possibilité de faire de l'environnement l'un des déterminants du vote n'aura été aussi forte. ■

GILLES FINCHELSTEIN  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS



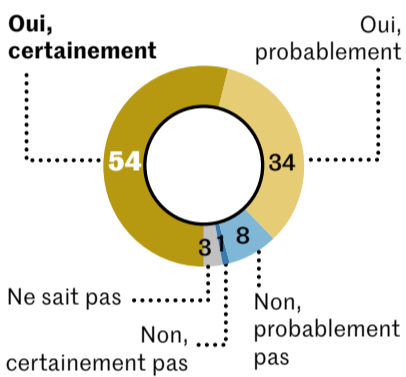
## Les préoccupations des Français

Parmi les enjeux suivants, quels sont les trois qui vous préoccupent le plus à titre personnel ?  
en % (plusieurs réponses possibles)



## Changement climatique

Diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ?  
en %



Sondage Ipsos - Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès, l'Institut Montaigne et le Cevipof, effectué par Internet du 25 au 27 août selon la méthode des quotas, auprès de 983 personnes âgées de 18 ans et plus.

Enfin, sur la question de l'islam, les écarts droite-gauche sont encore plus prononcés. Seulement 28 % des sympathisants LR et 17 % de ceux du RN estiment que l'islam est compatible « avec les valeurs de la société française », alors que ceux de la gauche et de LRM pensent majoritairement le contraire. De même, une grande majorité de droite et d'extrême droite (environ les deux tiers) pense que « l'islam porte en lui des germes de violence ». Ces tendances montrent clairement que le rapprochement des électeurs de droite et d'extrême droite sur les thématiques régaliennes se poursuit.

Il ne faut pas en conclure, pour autant, que la gauche serait désormais uniquement concentrée autour des questions sociétales. La justice sociale est aussi un thème qui recoupe largement le clivage avec la droite. Dans leur énorme majorité (entre 75 % et 87 %, selon la proximité partisane), les gens de gauche estiment qu'il « faut prendre aux riches pour donner aux pauvres ». Un tiers de LR le pensent. Et huit sympathisants LR sur dix estiment qu'il existe un manque de motivation des chômeurs quand, à gauche, entre 41 % et 48 % des personnes interrogées sont de cet avis.

En revanche, s'il est un thème qui semble dépasser le clivage droite-gauche, c'est bien la politique sanitaire du gouvernement. Alors que le mouvement contre le passe sanitaire dure depuis près de deux mois, 67 % des personnes interrogées se déclarent favorables à la mise en place de cette mesure, les plus rétifs étant les sympathisants RN et LFI mais qui restent majoritairement pour. Concernant la vaccination, c'est encore plus clair : 90 % des sondés sont déjà vaccinés ou vont l'être, contre 7 % pour les plus hostiles à cette idée. ■

ABEL MESTRE

# Un climat différent de la campagne de 2017

Même si la défiance est toujours très haute, le mécontentement l'emporte sur la colère

L'enquête d'Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, lancée en 2013, permet de comparer sur de nombreux indicateurs quelle était l'opinion en 2016, à moins d'un an de la présidentielle, et la situation actuelle, à presque sept mois du scrutin de 2022. Une occasion unique d'identifier les permanences et les évolutions de la société en ce début de précampagne présidentielle.

Premier constat important : la crise du politique et la défiance se sont atténuées. Certes, et il ne faut ni le minorer ni l'oublier, les niveaux restent souvent mauvais, mais l'apogée de la défiance avait été atteinte en 2015 et 2016. En 2021, et par rapport à 2016, la confiance à l'égard du personnel politique progresse pour tous les acteurs considérés : +6 points pour les maires, +8 pour les députés et les partis, +10 et +11 pour les conseillers départementaux et régionaux, et +16 pour l'Union européenne. De même, l'idée que la plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus reste forte,

partagée par 62 % des Français, mais en baisse de 10 points par rapport à 2016. Et sur un enjeu central, le sentiment que « le système démocratique fonctionne mal », le pourcentage est passé de 83 % en 2016 à 69 % en 2021.

### Niveau élevé de défiance

En revanche, il est sur ces indicateurs davantage polarisé : par rapport à 2016, la défiance s'est atténuée chez les sympathisants du Parti socialiste (PS), d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) ou du parti Les Républicains (LR); elle est peu marquée chez ceux qui se classent en sympathisants de La République en marche (LRM) mais elle est très forte et a plutôt augmenté chez les sympathisants de La France insoumise (LFI) en restant également très élevée chez ceux du Rassemblement national (RN).

Deuxième constat, les inquiétudes identitaires sont toujours très importantes mais globalement stables. Le sentiment que la France est en déclin a ainsi baissé entre 2016 et 2021, passant de 86 % à

75 %. Mais chez les déclinistes, la part de ceux qui pensent qu'il est irréversible a augmenté, passant de 24 % à 30 %. De même, tous les indicateurs sur le rapport à l'autre (confiance spontanée en autrui, sentiment de ne plus être chez soi en France, idée qu'il y a trop d'étrangers) restent stables et marqués par un niveau élevé de défiance ou de rejet. Cela est également vrai en ce qui concerne la demande d'autorité, toujours importante, ou le rapport au passé, marqué par la nostalgie.

Enfin, l'idée que la religion musulmane chercherait en France à imposer son mode de fonctionnement aux autres a certes légèrement décliné, passant de 75 % en 2016 à 69 % en 2021, mais le sentiment que « même s'il ne s'agit pas de son message principal, l'islam porte malgré tout en lui des germes de violence et d'intolérance » a, lui, progressé (50 %, +9 points en cinq ans).

Troisième constat, en matière économique et sociale, les indicateurs sont soit stables, soit en fa-

## LES INQUIÉTUDES IDENTITAIRES SONT TOUJOURS TRÈS IMPORTANTES, MAIS GLOBALEMENT STABLES

veur d'une demande de protection accrue. La mondialisation est ainsi toujours perçue par 58 % des Français comme une menace pour la France mais l'idée que le pays doit davantage se protéger du monde d'aujourd'hui plutôt que s'ouvrir a progressé de 7 points pour atteindre un niveau record à 64 %. De même, il y a aujourd'hui 62 % de Français qui pensent que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » (+5 points par rapport à 2016) mais, à l'inverse, le sentiment qu'on évolue vers trop d'assistanat a fortement baissé (58 %, -12 points) au profit de l'idée « qu'il n'y a pas assez de solidarité

envers les gens qui en ont besoin » (42 %, +12). Que s'est-il finalement passé entre 2016 et 2021? Une expérience accrue de la vulnérabilité, tout simplement. Cette période a été marquée, entre autres, par des affrontements violents au moment de la crise des « gilets jaunes » ou encore par l'irruption du coronavirus. Face à cela, la demande principale est une demande de protection et les Français ont redécouvert l'utilité d'avoir des responsables qui prennent des décisions en ce sens. Ils sont donc massivement mécontents (31 % déclarent appartenir à une France « en colère et très contestataire », 60 % à une France « mécontente mais pas en colère ») et le pays reste dans une situation très instable, mais le mécontentement l'emporte sur la colère. C'est un climat différent de celui de 2016, sans doute moins propice aux poussées populistes, au moins provisoirement. ■

BRICE TEINTURIER  
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ  
D'IPSON FRANCE)

# L'image durablement abîmée des partis politiques

La légitimité des formations politiques continue de s'éroder et laisse place à une plus forte personnification du débat

Les partis continuent de pâtir d'une mauvaise image. Une tendance installée depuis une vingtaine d'années. En général, l'approche de la présidentielle est l'occasion pour eux de regagner un supplément de confiance et d'intérêt auprès des citoyens. A présent, 16 % des Français leur font confiance, contre 11 % en septembre 2020.

Alors que certains observateurs s'interrogent sur la fin des partis politiques, difficile d'imaginer qu'ils n'auront aucun rôle au cours de la présidentielle de 2022. Les enjeux de financement, de logistique de campagne, de relais locaux les rendent incontournables. Mais c'est davantage sur leur capacité à transformer un destin individuel ou à construire un avenir commun que les citoyens les jugent. L'enquête Fractures françaises confirme le lien abîmé entre partis et citoyens. Trois lignes de fracture se dessinent autour de la représentation des partis : crédibilité, empathie et menace.

### Menace pour la démocratie

La crédibilité, ici mesurée par la capacité à gouverner, est associée au camp de la droite. Seule formation à recueillir une majorité d'avis positifs (53 %), le parti Les Républicains (LR) devance La République en marche (LRM, 40 %), le Parti socialiste (PS, 39 %), le Rassemblement national (RN, 34 %) et Europe Ecologie-Les Verts (EELV, 26 %). Une deuxième dimension de l'image des partis porte sur le couple courage et responsabilité politique. Les personnes interrogées devaient indiquer pour chaque parti leur capacité à prendre des mesures impopulaires si elles sont bonnes pour le pays. Là encore, les partis allant du centre droit à l'extrême droite s'imposent avec un niveau élevé pour le RN (56 %), LR (51 %), LRM (51 %) contre 38 % pour LFI et 34 % pour le PS.

Autre difficulté pour les formations politiques, leur capacité à transformer les souhaits des Français en programme de gouvernement. Aucun parti ne parvient à rassembler une majorité d'avis favorables autour de ce rôle d'intermédiation. Ils ne sont ni perçus comme des organisations proches des préoccupations des Français, ni à l'unisson du modèle de société dans lequel les Français inter-

rogés aimeraient vivre. Derrière ces résultats, c'est la confirmation d'une mise à distance renforcée entre le corps social et les partis politiques. En retour, la légitimité des partis continue de s'éroder et laisse place à une plus forte personnification du débat politique.

Combiné à une compétition électorale acharnée, le mouvement de personnification contribue à introduire l'idée selon laquelle partis et responsables politiques ne sont plus forcément liés. La prime accordée aux candidatures émancipées de toute structure

partisane prouve que beaucoup de Français attendent une relation directe avec leurs représentants.

En sus d'une image dégradée, les partis politiques sont même parfois considérés comme néfastes. En moyenne, un tiers des répondants jugent que les partis politiques représentent une menace pour la démocratie. Ce pourcentage atteint même 54 % pour LFI et 56 % pour le RN. Autre grief reproché aux partis : leur capacité à attiser la violence. Le parti de Jean-Luc Mélenchon (57 %) et celui de Marine Le Pen (59 %) se démar-

quent nettement des autres formations (en moyenne à 27 %) dans la perception de l'usage de violences symboliques ou discursives.

Même au sein de leur propre électorat, c'est près d'un sympathisant RN ou LFI sur cinq qui reconnaît, voire assume que son parti attise la violence. Est-ce un motif de satisfaction ou d'inquiétude? Si l'enquête n'y répond pas, elle suggère des différences de perception entre catégories sociales. Ainsi, les cadres supérieurs, et dans une moindre mesure les retraités, perçoivent systématiquement un de-

gré de violence et une menace démocratique plus grands chez LFI et le RN que les autres catégories.

L'image dégradée des partis politiques alimente toute sorte de fantasmes, allant de leur fin programmée à un rôle marginal dans le bon fonctionnement d'une démocratie. La réalité est plus complexe et l'élection de 2022 aura des conséquences sur la crédibilité et le rôle structurant des partis dans une V<sup>e</sup> République née dans un climat de défiance à leur endroit. ■

MARTIAL FOUCAULT  
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)

